

*Questions orales*

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports):** Madame le Président, je m'enquiers régulièrement de la tournure des événements dans cette grève, et je suis désolé qu'elle se poursuive. A l'occasion, lorsque je vais aux renseignements, on me dit que les choses progressent, et j'espère que nous aurons des résultats tangibles un de ces jours.

La raison pour laquelle le gouvernement n'intervient pas aussi énergiquement dans cette grève qu'il le fait dans le cas du conflit ouvrier sur la côte ouest, c'est tout simplement que ses répercussions n'assument pas la même envergure nationale.

## LA LENTEUR MISE À CONCLURE UNE ENTENTE

**M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth):** Madame le Président, on pourrait peut-être montrer par un exemple pourquoi il n'y a pas eu de progrès. Le ministre voudrait-il demander à son collègue, le ministre du Travail, pourquoi il n'a jamais voulu se rendre à la requête de Nordair ni même accusé réception des demandes répétées que le syndicat lui a faites de nommer un médiateur pour résoudre les griefs des employés de bureau? Comment expliquer que le gouvernement ne semble, en fait, pas tellement pressé de mettre fin à cette grève?

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports):** Madame le Président, je vais m'informer dès cet après-midi et je donnerai la réponse au député aussitôt que possible.

\* \* \*

## LES FINANCES

## L'ACCÈS DES PETITES ENTREPRISES AU CRÉDIT

**M. Robert Wenman (Fraser-Valley-Ouest):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances qui a déclaré que 60,000 nouveaux emplois seraient créés grâce à l'injection d'un milliard de dollars prélevés sur les recettes fiscales. Pourrait-il nous dire combien d'emplois ne seront pas créés à cause de cette mesure? Combien d'emplois seront perdus du fait que la Banque royale ainsi que d'autres banques à charte importantes et le gouvernement fédéral retirent un milliard de dollars des marchés des emprunts financiers afin de renflouer la société Dome Petroleum et de verser 34 millions à Maislin, 130 millions à la Consolidated Computers, 400 millions à Canadair et des millions à Massey Ferguson et à Chrysler?

Quelle mesure le ministre entend-il prendre pour s'assurer que des millions de Canadiens et de petites entreprises puissent emprunter en proportion de leur actif et de ce fait investir au Canada, créant ainsi réellement des emplois permanents?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Madame le Président, je suis heureux d'informer le député qu'hier, pour la onzième semaine d'affilée, on a assisté à une baisse du taux d'escompte. Depuis juin dernier, la situation dans le domaine des taux d'intérêt s'est particulièrement améliorée.

En outre, je voudrais signaler au député que le taux d'épargne n'a jamais été aussi élevé chez nous. A l'heure actuelle, il se situe aux alentours de 13 p. 100, soit plus de deux fois le taux aux États-Unis. Le député sait également, ou du moins devrait savoir, que la demande d'emprunts de la part du secteur privé est faible à l'heure actuelle et que le niveau des épargnes est très élevé. Il est facile d'emprunter et Dieu merci il en coûte beaucoup moins cher qu'au cours des derniers mois.

La situation est bien meilleure en ce qui a trait aux taux d'intérêt. J'espère que cette tendance se maintiendra quelque temps encore. Honnêtement, je ne prévois pas que les gens qui désirent emprunter à des fins utiles auront des difficultés à obtenir l'argent voulu sur le marché.

\* \* \*

● (1140)

## LES ARMES NUCLÉAIRES

## L'ÉTAT DES NÉGOCIATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS

**Mlle Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam):** Madame le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il sait sans doute, mais peut-être l'ignore-t-il, que les Canadiens de toutes les régions, y compris les libéraux de la Colombie-Britannique et les citoyens de Meadow Lake qui votaient hier sur la question, s'opposent massivement à la mise à l'essai des missiles de croisière sur notre territoire et refusent de participer à la course aux armes nucléaires. Ils s'indignent du secret qui a entouré les négociations en la matière. Le ministre voudrait-il informer la Chambre de l'état actuel des négociations, aussi bien en ce qui concerne l'accord cadre de défense que la mise à l'essai des missiles de croisière? Est-il trop tard pour mettre un terme aux négociations? Les accords sont-ils déjà signés?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Madame le Président, j'informe avec plaisir l'honorable représentante que les négociations sont toujours en cours sur l'accord cadre de défense. On ignore combien de temps elles dureront, mais tant que celui-ci n'aura pas été ratifié, aucun projet de mise à l'essai d'un système d'armement ne pourra se réaliser.